# Séance des questions au gouvernement du mardi 7 janvier 2020

**Question de Stéphane Peu**

Mr Ministre de l’économie et des finances,

Il y a quelques années, un jeune Ministre de l’économie avait, contre l’avis du plus grand nombre, remué ciel et terre pour privatiser l’aéroport de Toulouse.

Nous voyons aujourd’hui le résultat de cette brillante politique : opacité, affairisme, spéculation et mensonge.

Opacité d’abord : le Ministre Macron affirmait « l’État et les collectivités resteront majoritaires », mais a caché le pacte secret qui donnait en réalité les clés de l’entreprise à l’actionnaire privé.

Affairisme également, car le groupe chinois Casil a bloqué les investissements, pillé la trésorerie de l’entreprise et enfreint toutes les règles prudentielles pour accroître les dividendes versés.

Spéculation ensuite car Casil, à peine libéré des procédures judiciaires, s’apprête à céder sa participation, empochant au vol une plus-value de 200 millions d’euros réalisée en moins de 5 ans sur le dos des contribuables.

Mensonge enfin : il suffit de confronter à la réalité d’aujourd’hui les déclarations d’hier du Ministre Emmanuel Macron sur le sujet, qui s’enflammait sur « le formidable projet industriel » et ses excellentes « garanties sociales », pour se dire qu’il y a là, un cas d’école de ce que l’on pourrait qualifier de « mensonge d’État ».

Monsieur le Ministre, ce sont les mêmes arguments qui ont été utilisés avant-hier pour privatiser les autoroutes. Hier pour privatiser l’aéroport de Toulouse. Et aujourd’hui pour privatiser Aéroport de Paris.

Et à chaque fois le même résultat : l’intérêt général affaibli et l’argent public gaspillé.

Ma question est simple : l’État envisage-t-il de reprendre la main et de renationaliser l’aéroport de Toulouse ?

A défaut, envisagez-vous au moins de renoncer au pacte d’actionnaires qui prive les acteurs publics pourtant majoritaires de la maîtrise de cette entreprise stratégique ?